



La machine à tuer

Réflexions de Fidel Castro

Par [Fidel Castro Ruz](#)

Mondialisation.ca, 07 juillet 2007

[Granma](#) 7 juillet 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#), [États-Unis](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#)

C'est une bonne journée que le dimanche pour lire ce qui a tout l'air de science-fiction.

La CIA avait annoncé qu'elle déclasserait des centaines de pages relatives à des actions illégales, dont des plans visant à éliminer des dirigeants étrangers. Soudain, la publication s'interrompt et est ajournée au lendemain. Sans la moindre explication cohérente. Quelqu'un à la Maison-Blanche y aurait-il jeté un coup d'œil ?

Le premier ensemble de documents déclassés est connu comme les « bijoux de famille » : sept cent deux pages sur les actions illégales menées par la CIA de 1959 à 1973, dont une centaine de pages a toutefois été supprimée. Il s'agit d'actions non autorisées par la loi, de complots visant à l'assassinat d'autres dirigeants, d'expérimentations de drogues sur des êtres humains pour en contrôler le cerveau, d'espionnage de militants civils et de journalistes, entre autres activités de ce genre catégoriquement prohibées.

La collecte de ces documents a démarré quatorze ans après les premiers faits, quand James Schlesinger, alors directeur de la CIA, s'était alarmé de ce que disait la presse, surtout des articles publiés par Bob Woodward et Carl Bernstein dans The Washington Post, dont j'ai déjà parlé dans mon « Manifeste au peuple cubain ». La CIA y était accusée d'avoir organisé l'espionnage de l'édifice Watergate par l'intermédiaire de ses anciens agents Howard Hunt et James McCord.

En mai 1973, le directeur de la CIA avait exigé : « Tous les principaux officiers opérationnels de la Company doivent m'informer sur-le-champ au sujet de toute activité en cours ou survenue par le passé qui sortirait des limites de sa charte constitutive. » Schlesinger, nommé ensuite à la tête du Pentagone, avait été remplacé par William Colby, qui évoquait les documents en question comme « des squelettes cachés dans un placard ». De nouvelles révélations de la presse obligèrent Colby à admettre l'existence de ces rapports devant le président p.i. Gerald Ford en 1975. The New York Times dénonçait que la CIA s'était infiltrée dans des groupes antibellicistes. Or, la loi portant création de la CIA lui interdit de faire de l'espionnage aux États-Unis.

Ce n'était là que « la pointe de l'iceberg », comme s'était exclamé alors Henry Kissinger, le secrétaire d'Etat de l'époque.

Celui-ci avait averti que « le sang coulerait » si l'on divulguait d'autres actions de ce genre, et avait ajouté aussitôt : « Robert Kenney a contrôlé personnellement, par exemple, une opération pour assassiner Fidel Castro. » Le frère du président était alors Attorney General

des Etats-Unis. Il fut assassiné ensuite quand il aspirait à la présidence aux élections de 1968, l'absence d'un aussi fort candidat ayant facilité la victoire de Nixon. Le plus dramatique de ce cas, c'est qu'il avait abouti à la conclusion que John F. Kennedy avait été victime d'une conspiration. Après avoir analysé les impacts, le calibre des balles et d'autres circonstances ayant entouré la mort du président, des enquêteurs exigeants avaient conclu qu'au moins trois personnes avaient fait feu et qu'Oswald, utilisé comme instrument, n'avait pas pu être le tueur solitaire. Ce point avait beaucoup attiré mon attention. Et qu'on m'excuse d'en parler : le hasard a voulu que je devienne l'instructeur de tir au fusil à lunette de tous les expéditionnaires du Granma. J'ai passé des mois à m'exercer et à enseigner, jour après jour. Or, la cible disparaît à chaque tir, même si elle reste statique, et il vous faut la rechercher en quelques fractions de seconde.

Oswald avait voulu passer par Cuba pour se rendre en URSS où il était déjà allé. Quelqu'un l'avait envoyé chercher un visa à notre ambassade de Mexico. Personne ne le connaissant, celle-ci le lui refusa. On voulait nous compromettre dans la conspiration. Un peu plus tard, Jack Ruby, au dossier mafieux bien chargé, ne pouvant supporter tant de douleur et de tristesse, de son propre aveu, assassinait Oswald rien moins que dans un commissariat bourré de policiers.

Par la suite, j'ai rencontré plus d'une fois, lors d'activités internationales ou en visite à Cuba, les parents endeuillés de Kennedy qui me saluaient respectueusement. Un des fils de l'ex-président – qui était un petit gosse au moment de l'assassinat de son père – fut même envoyé à Cuba trente-quatre ans après par une revue étasunienne. Nous nous sommes rencontrés et je l'ai invité à dîner.

Ce jeune homme, dans la fleur de l'âge et d'une grande éducation, est mort tragiquement dans un accident d'avion quand il volait avec sa femme vers l'île Martha's Vineyard par une nuit de tempête. Je n'ai jamais abordé cette question épineuse avec aucun membre de cette famille. J'ai dit en revanche que si Nixon avait été président au lieu de Kennedy, nous aurions été attaqués par les forces aéronavales qui escortaient l'expédition mercenaire à un coût en vies énorme pour les deux peuples. Nixon ne se serait pas borné à affirmer que la victoire a de nombreux pères mais que la déroute est orpheline. Kennedy, que l'on sache, n'avait jamais été emballé par l'aventure de Playa Girón où l'avait conduit le renom militaire d'Eisenhower et l'irresponsabilité de son ambitieux vice-président.

Je me rappelle qu'à l'heure exacte de l'assassinat, j'étais en train de converser à un endroit tranquille hors de la capitale avec un journaliste français, Jean Daniel, qui apportait un message du président Kennedy. Il m'a raconté ce que celui-ci lui avait dit pour l'essentiel : « Tu vas voir Castro. Je voudrais savoir ce qu'il pense du terrible danger que nous courons d'être entraînés dans une guerre thermonucléaire. Je veux te revoir dès ton retour. » « Kennedy est très actif, on dirait une machine à faire de la politique », a-t-il ajouté, mais nous n'avons pu poursuivre notre conversation parce que quelqu'un est arrivé en courant pour donner la nouvelle de ce qu'il s'était passé. Nous nous sommes mis à écouter la radio. Ce que pensait Kennedy n'avait plus d'importance.

J'ai vécu ce danger, bien entendu. Cuba était la partie la plus faible et celle qui recevrait la première frappe, mais nous n'étions pas d'accord avec les concessions faites aux Etats-Unis. J'en ai parlé à un autre moment.

L'issue de la crise a renforcé l'autorité de Kennedy. Il était allé jusqu'à reconnaître les énormes sacrifices en vies humaines et en richesses matérielles que le peuple soviétique

avait dû faire dans la lutte contre le fascisme. Avril 1961 n'avait pas marqué le pire moment des relations entre les Etats-Unis et Cuba. Celui-ci survint durant la crise d'Octobre, parce que Kennedy n'avait pas digéré le dénouement de Playa Girón. Le blocus, l'asphyxie de l'économie, les attaques pirates et les attentats se multiplièrent. Mais les plans d'assassinat et d'autres faits sinistres avaient démarré sous l'administration Eisenhower/Nixon.

Nous n'aurions pas refusé de converser avec Kennedy après la crise des Missiles, sans pour autant renoncer à être révolutionnaires et radicaux dans notre lutte pour le socialisme. Cuba n'aurait jamais rompu ses relations avec l'URSS, comme on l'exigeait de nous. Si les dirigeants étasuniens avaient vraiment pris conscience de ce que signifie une guerre à coups d'armes d'extermination massive, la Guerre froide aurait peut-être pu finir avant et d'une autre façon. Du moins pouvions-nous le penser à l'époque, quand on ne parlait pas encore de réchauffement de la planète, de déséquilibres rompus, de dépenses colossales en hydrocarbures et d'armes perfectionnées tout droit issues de la technologie, comme je l'ai dit aux jeunes Cubains. Nous aurions disposé de bien plus de temps pour obtenir à travers la science et la conscience ce que nous sommes contraints de réaliser aujourd'hui à la va-vite.

Le président Ford décida de nommer une commission chargée d'enquêter sur l'Agence centrale de renseignements. « Nous voulons pas détruire la CIA, mais la préserver », affirma-t-il.

C'est à la suite des enquêtes de la Commission conduite par le sénateur Frank Church que le président promulgua un décret exécutif qui prohibait catégoriquement aux fonctionnaires étasuniens de participer à l'assassinat de dirigeants étrangers.

Les documents tout récemment publiés apportent des précisions sur la tentative CIA mafia de m'assassiner.

Ils révèlent aussi des détails sur l'Opération Chaos, menée à partir de 1969 pendant au moins sept ans, dans le cadre de laquelle la CIA créa un escadron spécial chargé de noyauter des groupes pacifistes et d'enquêter sur « les activités internationales de radicaux et de militants noirs ». La CIA collecta les noms de plus de trois cent mille citoyens et organisations des Etats-Unis et ficha sept mille deux cents personnes.

Selon The New York Times, c'est parce que le président Johnson était convaincu que le mouvement pacifiste étasunien était noyauté et financé par des gouvernements communistes qu'il ordonna à la CIA d'en apporter les preuves.

Les documents reconnaissent par ailleurs que la CIA épia des journalistes, dont Jack Anderson, des artistes comme Jane Fonda et John Lennon, et les mouvements étudiants de l'Université de Columbia. Qu'elle perquisitionna des logements et testa sur des Etasuniens la réaction de l'être humain à des drogues déterminées.

En 1973, dans un mémorandum adressé à Colby, Walter Eder qui avait été l'adjoint exécutif de John McCone, le directeur de la CIA au début des années 60, fait part de discussions enregistrées et transcrites dans les bureaux mêmes de ce dernier : « Je sais que tous ceux qui ont travaillé dans les bureaux du Directeur étaient préoccupés du fait que ces conversations dans les bureaux et au téléphone étaient transcrites. A l'époque de McCone, il existait des micros dans ses bureaux habituels, dans son bureau intérieur, dans la salle à manger, dans le bureau de l'édifice Est et dans son bureau chez lui, rue White Haven. J'ignore si quelqu'un est prêt à en parler, mais l'information tend à fuir, et la Company est

sûrement vulnérable dans ce cas. »

Les transcriptions secrètes de conversations des directeurs de la CIA pourraient contenir une grande quantité de « bijoux », et le National Security Archive les réclament déjà.

Un mémo précise que la CIA a maintenu un programme nommé OFTEN afin de collecter des « informations sur les médicaments dangereux de laboratoires étasuniens », jusqu'à son arrêt à l'automne 1972. Selon un autre mémo, des producteurs de médicaments commerciaux « ont transféré » à la CIA des produits « refusés à cause de leurs graves effets secondaires ».

Dans le cadre du programme MKULTRA, la CIA a soumis des gens à leur insu à du LSD et à d'autres drogues hallucinogènes. Selon un autre document déclassé, Sydney Gottlieb, psychiatre et chimiste en chef du Programme de contrôle du cerveau, est censément responsable d'avoir fourni le poison qui devait servir à assassiner Patrice Lumumba.

Des employés de la CIA assignés à la mission MHCHAOS - l'opération de surveillance des opposants à la guerre du Vietnam et d'autres dissidents politiques - « étaient extrêmement furieux » de faire un tel travail.

Ces documents révèlent toutefois une série de points intéressants, en particulier le niveau hiérarchique élevé où se prenaient les décisions contre notre pays.

Le plus désagréable de la technique utilisée maintenant par la CIA pour occulter des détails n'est pas les biffures, mais les espaces en blanc, à partir de l'ordinateur.

Selon The New York Times, les longues sections censurées prouvent que la CIA ne peut encore tirer tous les squelettes de ses placards, si bien que de nombreuses activités menées dans le cadre d'opérations à l'étranger, examinées les années précédentes par des journalistes, des enquêteurs du Congrès et une commission présidentielle, ne sont plus détaillées dans les documents déclassés.

Howard Osborn, alors directeur de la sécurité à la CIA, fait un résumé des « bijoux » collectés par son bureau. Il énumère huit cas - dont le recrutement du gangster Johnny Rosselli pour un attentat contre Fidel Castro - mais le document n° 1 de sa liste, qui fait deux pages et demi, est censuré.

« Le bijou n° 1 du Bureau de sécurité de la CIA doit être un très beau bijou, surtout quand on sait que le second contient la liste du programme d'assassinat de Castro par Rosselli », affirme Thomas Blanton, directeur du National Security Archive qui avait demandé, voilà déjà quinze ans, le déclassé des « bijoux de famille » au nom de la loi sur la liberté d'information.

Il est curieux que l'administration qui a le moins déclassé dans l'histoire des Etats-Unis et qui a même engagé une procédure de reclassement de documents déjà libérés décide aujourd'hui de faire ces révélations.

Cela peut signifier, à mon avis, une tentative de la part de cette administration de donner une image de transparence au moment où ses niveaux d'acceptation et de popularité sont au plus bas et de laisser à entendre que ces méthodes-là sont révolues et ne s'utilisent plus. En annonçant cette décision, le général Hayden, directeur actuel de la CIA, a déclaré en effet : « Les documents offrent un aperçu d'une époque très différente et d'une Company

très différente. »

Inutile de dire que la CIA continue de faire tout ce qui apparaît dans ces documents, sauf que d'une manière encore plus brutale et tout autour de la planète, sans parler des actions illégales toujours croissantes aux Etats-Unis mêmes.

Selon The New York Times, des experts en renseignement consultés soutiennent que la révélation de ces documents est une tentative de détourner l'attention de la CIA, éclaboussée récemment par des controverses et des scandales, et d'une administration au plus bas de son impopularité.

Ce déclassé peut aussi viser à prouver, en guise de préambule au processus électoral, que les administrations démocrates ont fait pareil ou pire que celle de Bush.

On peut lire, pages 11-15 d'un mémorandum au directeur de la CIA :

« En août 1960, M. Richard M. Bissell est entré en contact avec le colonel Sheffield Edwards pour savoir si le Bureau de sécurité disposait d'agents capables de prêter main-forte à une mission confidentielle qui exigeait une action type gangster. La cible de la mission était Fidel Castro.

« Compte tenu du caractère top secret de la mission, seul un petit groupe de personne a été mis au courant. Informé du projet, le directeur de la Company a donné son accord. Le colonel J. C. King, chef de la division Hémisphère occidental [Amérique], fut aussi informé, mais aucun fonctionnaire de JMWAVE n'en sut rien, à dessein. Bien que quelques fonctionnaires du Service des communications (COMMO) et de la Division des services techniques (TSD) aient participé aux étapes de planification initiales, ils ignoraient le but de la mission.

« On informa grosso modo Robert A. Maheu du projet et on lui demanda d'analyser s'il pouvait entrer en contact avec des gangsters comme premier pas vers le but désiré.

« M. Maheu informa avoir rencontré un certain Johnny Rosselli à plusieurs reprises lors de ses visites à Las Vegas. Il ne le connaissait que de manière informelle à travers des clients, mais on lui avait laissé entendre que c'était un membre bien placé du « syndicat » et qu'il contrôlait toutes les machines à glace de la région. Selon Maheu, si Rosselli était vraiment un membre du clan, il devait incontestablement avoir des connexions le conduisant aux affaires de jeux à Cuba.

« On demanda donc à Maheu de contacter Rosselli, qui le connaissait comme un cadre de relations publiques chargé des comptes nationaux et internationaux, et de lui dire qu'il venait d'être engagé par un client représentant plusieurs sociétés d'affaires internationales qui souffraient de grosses pertes financières à Cuba à cause de l'action de Castro et qui étaient convaincues que la seule solution au problème était l'élimination de celui-ci ; qu'elles étaient prêtes à payer cent cinquante mille dollars pour y parvenir. Maheu devait faire comprendre clairement à Rosselli que l'administration étasunienne ne savait rien de cette opération et qu'elle ne devait rien en savoir.

« Rosselli fut informé de tout ceci le 14 septembre 1960 à Hilton Plaza Hotel de New York. Au départ, il refusa de s'en mêler, mais Maheu finit par le convaincre et il accepta de lui présenter un ami, Sam Gold, qui, selon lui, connaissait « des Cubains ». Rosselli déclara catégoriquement qu'il ne voulait pas toucher d'argent pour ça, et que Sam ferait pareil.

Aucun de ces personnages n'a jamais été payé sur des fonds de la Company.

« Durant la semaine du 25 septembre, Maheu fut présenté à Sam, qui était descendu à l'hôtel Fontainebleau de Miami Beach. Ce n'est que plusieurs semaines après avoir rencontré Sam et Joe – lequel lui fut présenté comme un courrier entre La Havane et Miami – que Maheu vit leurs photos dans le supplément dominical de Parade, identifiés respectivement comme Momo Salvatore Giancana et Santos Trafficante, qui figuraient sur la liste des dix hommes les plus recherchés par le ministère de la Justice. Le premier y était décrit comme un caïd de la Cosa Nostra à Chicago et le successeur d'Al Capone, et le second comme le chef des opérations cubaines de la Cosa Nostra. Maheu téléphona aussitôt à ce bureau après avoir appris cette information.

« Analysant les différentes méthodes permettant de remplir la mission, Sam avait suggéré qu'ils ne recouraient pas aux armes à feu, mais que l'opération serait bien plus efficace si on pouvait lui procurer un puissant cachet à mettre dans la nourriture ou la boisson de Castro, et qu'il avait un candidat éventuel en Juan Orta, un fonctionnaire cubain qui avait touché de l'argent à titre de pots de vin sur des affaires de jeux, qui avait encore accès à Castro et qui avait des problèmes financiers.

« On chargea la TSD (Division des services techniques) de fabriquer six cachets hautement mortifères.

« Joe donna les cachets à Orta. Après avoir tenté pendant plusieurs semaines, Orta, semble-t-il, prit peur et demanda à être exclu de la mission. Il suggéra un autre candidat qui fit plusieurs tentatives sans succès. »

J'ai cité textuellement entre guillemets le document. Que les lecteurs remarquent bien le genre de méthode que les Etats-Unis utilisaient déjà pour gouverner le monde !

Je me rappelle qu'un certain Orta, qui provenait des forces politiques opposées à Batista, a effectivement travaillé à mes côtés à l'Institut national de la réforme agraire dans les premières années de la Révolution. Il était respectueux et sérieux. Il ne peut s'agir que de lui. Les décennies ont passé, et voilà que je retrouve ce nom dans un rapport de la CIA. Je ne suis pas en mesure de vérifier maintenant ce qu'il est devenu. Je demande pardon si je blesse sans le vouloir un parent ou un descendant, que la personne en question soit coupable ou non.

L'Empire a créé une véritable machine à tuer, qui ne se borne pas à la CIA et à ses méthodes. Bush a mis en place de puissantes et coûteuses superstructures de renseignement et de sécurité, et a converti toutes ses forces aériennes, maritimes et terrestres en des instruments de pouvoir mondial qui portent la guerre, l'injustice, la faim et la mort partout sur la planète pour éduquer ses habitants dans l'art de la démocratie et de la liberté. Le peuple étatsunien en est de plus en plus conscient.

« Il n'est pas possible de tromper tout le monde tout le temps », affirmait Lincoln.

Fidel Castro Ruz

30 juin 2007

18 h 45

La source originale de cet article est [Granma](#)

Copyright © [Fidel Castro Ruz](#), [Granma](#), 2007

Articles Par : [Fidel Castro Ruz](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca